

Pôle d'Intérêt Commun SCA SCB SMS de l'AP-HP

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Consultation n° PIC 24 048 du 19/12/2024

Procédure: Appel d'Offres Ouvert

Objet : Location longue durée sous forme de crédit-bail avec option d'acquisition à la valeur résiduelle, installation, mise en service et maintenance préventive et curative sur la durée de location, de distributeurs automatiques de vêtements pliés et de dispositifs de recueil du linge sale sur les sites des hôpitaux Cochin (2 lots), Mondor (1 lot) et Bichat (1 lot) pour le compte du Pôle d'Intérêt Commun SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, pour une durée de quatre (4) ans à compter de la date de réception de l'installation.

- Lot n° 1 : Hôpital Cochin – service MIR
- Lot n° 2 : Hôpital Cochin – service UCA Port-Royal
- Lot n° 3 : Hôpital Henri-Mondor - services Blocs et RBI
- Lot n° 4 : Hôpital Bichat - service Blocs

Ce document comprend 17 pages.

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	1 / 17

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE	3
1.1	OBJET	3
1.2	FORME DU MARCHE	3
1.3	ALLOTISSEMENT	3
1.4	DUREE	4
1.5	DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 2	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3	ETABLISSEMENTS DES PRIX DANS LE TEMPS	4
ARTICLE 4	COMMANDE – LIVRAISON – RECEPTION	5
4.1	COMMANDES (OU ORDRES DE SERVICE)	5
4.2	LIVRAISONS	5
4.3	ENTRETIEN, REPARATIONS ET DEPANNAGES	6
4.4	RECEPTION	7
ARTICLE 5	CLAUDE ENVIRONNEMENTALES	7
5.1	CLAUDE RELATIVES AUX DEPLACEMENTS	7
5.2	CLAUDE RELATIVE A LA GESTION DES DECHETS	7
5.3	CLAUDE RELATIVE AUX EMBALLAGES	7
5.4	ENVIRONNEMENT	7
ARTICLE 6	CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHE	8
6.1	CONTRÔLE	8
6.2	SUIVI DU MARCHE	8
6.3	MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	8
6.4	CLAUDE DE REEXAMEN	8
6.5	GARANTIE	9
6.6	CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	9
6.7	CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION	9
ARTICLE 7	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	10
7.1	DONNEES STATISTIQUES	10
7.2	CERTIFICATS	10
7.3	SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE	10
7.4	ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATIONS	12
7.5	GREVES	12
7.6	FERMETURES POUR CONGES	13
7.7	DIFFUSION DES IMAGES	13
7.8	VENTE A DES TIERS	13
ARTICLE 8	FACTURATION – PAIEMENT	13
8.1	FACTURATION	13
8.2	PAIEMENT	14
8.3	AVANCES	14
ARTICLE 9	ASSURANCES	14
ARTICLE 10	NANTISSEMENT	15
ARTICLE 11	RETENUE DE GARANTIE	15
ARTICLE 12	PENALITES – RESILIATION	15
12.1	PENALITES	15
12.1.1	<i>Pénalités pour retard</i>	15
12.1.2	<i>Pénalités pour perte de production due à un retard de mise en service</i>	16
12.2	REPORT DU DELAI	16

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	2 / 17

12.3 RESILIATION	16
ARTICLE 13 LITIGES	17
ARTICLE 14 DEROGATIONS.....	17

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

1.1 OBJET

Location longue durée sous forme de crédit-bail avec option d'acquisition à la valeur résiduelle, installation, mise en service et maintenance préventive et curative sur la durée de location, de distributeurs automatiques de vêtements pliés et de dispositifs de recueil du linge sale sur les sites des hôpitaux Henri Mondor, Cochin et Bichat (4 lots) pour le compte du Pôle d'Intérêt Commun SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, pour une durée de quatre (4) ans à compter de la date d'admission de l'installation.

1.2 FORME DU MARCHÉ

Les présents marchés (1 par lot) sont conclus sous la forme d'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Les marchés (1 par lot) sont à prix global forfaitaire en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6, R. 2162-2 1 à 6 et R. 2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique.

- Le montant total du marché pour le lot n° 1 Hôpital Cochin – service MIR ne pourra pas excéder le plafond de 100 000,00 € HT.
- Le montant total du marché pour le lot n° 2 Hôpital Cochin – service UCA Port-Royal ne pourra pas excéder le plafond de 42 000,00 € HT.
- Le montant total du marché pour le lot n° 3 Hôpital Henri-Mondor - services Blocs et RBI ne pourra pas excéder le plafond de 280 000,00 € HT.
- Le montant total du marché pour le lot n° 4 Hôpital Bichat - service Blocs ne pourra pas excéder le plafond de 75 000,00 € HT.

1.3 ALLOTISSEMENT

La présente consultation se décompose en quatre (4) lots comme suit :

N° de lot	Site
1	Hôpital Cochin – service MIR
2	Hôpital Cochin – service UCA Port-Royal
3	Hôpital Henri-Mondor - services Blocs et RBI
4	Hôpital Bichat - blocs

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	3 / 17

Les offres des candidats sont appréciées lot par lot, les candidats ne pourront pas présenter d'offres variables. Un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

1.4 DUREE

Le marché est conclu pour une durée de quatre ans.

La durée du marché est décomposée comme suit :

- Délais nécessaires à la livraison du matériel
- Délais nécessaires à l'admission du matériel et à la transmission du procès-verbal d'admission du PIC au titulaire.
- Pour la location longue durée, la durée de financement est de **quatre (4) ans à compter de la date d'admission du matériel.**

1.5 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financière, technique (CRT), délais contractuels ;
- Le cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les éléments techniques et le Cadre de réponse technique (CRT) ;
- Les bons de commande
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3 ETABLISSEMENTS DES PRIX DANS LE TEMPS

Les prix figurant en annexe à l'acte d'engagement du marché rémunèrent la totalité des coûts et des charges nécessaires à l'exécution des prestations en objet du marché.

Les prix du marché réputés pratiqués à la date de notification du marché sont fermes pour toute la période d'exécution du marché.

Les prix s'entendent :

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	4 / 17

- **Location Longue Durée**

- Le loyer s'entend au mois de location et par équipement, comprenant la maintenance préventive et curative, paiement à terme échu.
- En euros Hors Taxes, avec au maximum 2 décimales.
- Valeur résiduelle de rachat en fin de marché.

Les loyers sont fermes pendant toute la période d'exécution du marché.

ARTICLE 4 COMMANDE – LIVRAISON – RECEPTION

4.1 COMMANDES (OU ORDRES DE SERVICE)

Elles seront établies par le SCB et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Les bons de commande comporteront obligatoirement un n° (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison ; ils seront échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de validité du marché. Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le PIC pour pallier ses défaillances éventuelles.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

4.2 LIVRAISONS

Le matériel sera livré en accord et en présence d'un représentant du Service Central des Blanchisseries et/ou du responsable logistique du site de livraison concerné. Les matériels livrés seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

N° de lot	Adresses de livraison
1	Hôpital Cochin 27 rue du Faubourg Saint-Jacques 75014 PARIS
2	Hôpital Cochin 27 rue du Faubourg Saint-Jacques 75014 PARIS

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	5 / 17

3	Hôpital Henri-Mondor 1 rue Gustave Eiffel 94000 CRETEIL
4	Hôpital Bichat 46 rue Henri Huchard 75018 PARIS

La livraison devra être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par le SCB, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'expédition ;
- La référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date) ;
- L'identification du titulaire du marché ;
- L'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- Le n° du marché.

Après l'émission du bon de commande, le titulaire organise la totalité des opérations liées à la livraison, l'installation et à la mise en service des DAV et toutes les opérations décrites dans le cahier des charges techniques associé.

Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci. Les camions devront obligatoirement être équipés d'un hayon élévateur, et / ou des matériels nécessaires au déchargement.

Le titulaire s'engage sur le délai de livraison qu'il a indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

4.3 ENTRETIEN, REPARATIONS ET DEPANNAGES

L'intégralité de l'entretien préventif et curatif ainsi que les dépannages sont à la charge du titulaire durant la période de location pour l'offre « variante ».

La réception et le contrôle des interventions (donnant lieu à la signature d'un bon d'intervention obligatoire) sont assurés par la Direction du Service Central des Blanchisseries, conformément au Chapitre IV du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) en vigueur à la date de l'avis de mise en concurrence ; le Service Central des Blanchisseries communiquera sans délai au bailleur les documents relatifs aux opérations de vérification.

Le service central des blanchisseries prononce l'admission pour le compte du bailleur, et adressera le procès-verbal d'intervention au bailleur.

Toute non-conformité liée au Cahier des Clauses Techniques Particulières et observée à la réception d'intervention par le représentant du Service Central des Blanchisseries pourra entraîner un refus de livraison d'intervention.

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	6 / 17

4.4 RECEPTION

La réception et le contrôle des livraisons (donnant lieu à la signature d'un bon de livraison obligatoire) sont assurés par la Direction du Service Central des Blanchisseries, conformément au Chapitre IV du Cahier des Clauses Administratives Générales en vigueur à la date de l'avis de mise en concurrence, le service central des blanchisseries communiquera sans délai au bailleur les documents relatifs aux opérations de vérification.

Le représentant du Service Central des Blanchisseries prononce l'admission pour le compte du bailleur, et adressera le procès-verbal d'admission au bailleur.

Toute non-conformité liée au Cahier des Clauses Techniques Particulières et observée à la réception par le Service Central des Blanchisseries pourra entraîner un refus de livraison.

ARTICLE 5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALES

5.1 CLAUSE RELATIVES AUX DEPLACEMENTS

Les modalités de déplacements ont une incidence directe et significative sur les émissions de gaz à effet de serre. Dans son offre, le candidat décrira les actions techniques et organisationnelles mises en place pour avoir des transports moins polluants.

5.2 CLAUSE RELATIVE A LA GESTION DES DECHETS

Le titulaire sera responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il sera donc chargé de la collecte, du transport, du stockage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément aux réglementations en vigueur.

Le titulaire mettra à disposition de ses équipes, les moyens nécessaires à la collecte des déchets en accord avec les réglementations en vigueur.

En cas d'élimination de déchets réputés "SPECIAL" ou "DANGEREUX", un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) sera établi.

Le titulaire aura l'obligation de présenter, sur demande du PIC SCA-SCB-SMS de l'AP-HP, tout justificatif de traçabilité des déchets.

5.3 CLAUSE RELATIVE AUX EMBALLAGES

Les emballages resteront la propriété du titulaire. Il aura obligation de les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

5.4 ENVIRONNEMENT

Le candidat retenu sera tenu de respecter les règles en vigueur. En particulier :

- L'utilisation rationnelle de l'eau
- L'utilisation systématique de rétentions pour les produits chimiques (liquides ou solides)
- Le nettoyage systématique du chantier

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	7 / 17

6.1 CONTRÔLE

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Ce contrôle pourra porter sur :

- La mise à disposition du matériel,
- L'exécution de la prestation et la mise en fonction du matériel,
- L'exécution d'intervention d'entretien ou de réparation,
- La conformité aux normes et à la réglementation.

6.2 SUIVI DU MARCHÉ

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le SCB et communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au SCB.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non-amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (CCAG de l'arrêté du 30.03.2021 : articles 28, 29 et 30 du CCAG FCS ou articles 30, 31 et 32 du CCAG TIC) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Le SCB se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS (arrêté du 30.03.2021).

6.3 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, des prestations de travaux, ou des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

6.4 CLAUSE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	8 / 17

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

6.5 GARANTIE

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil. Le titulaire devra détailler dans son offre les limites de la garantie.

La garantie couvre l'ensemble des équipements durant toute la période de location soit quatre (4) ans. La garantie main d'œuvre, pièces mécaniques et équipements électriques, électroniques, informatiques et ses mises à jour inclut les systèmes de production ainsi que les frais de déplacements et de séjour des techniciens sur la période de location de quatre (4) ans également.

6.6 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser au PIC dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique en communiquant un extrait du KBIS mentionnant ce changement aux adresses suivantes :

Courrier postal	Courrier électronique
DIRECTION du Pôle d'Intérêt Commun Service Central des Blanchisseries Bureau des Marchés Boulevard Vincent Auriol BP 20257 75624 PARIS CEDEX 13	marches.pic-sca-scb-sms@aphp.fr

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par le PIC.

6.7 CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	9 / 17

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 7 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

7.1 DONNEES STATISTIQUES

Sur demande du SCB, le candidat retenu s'engage à fournir un bilan au format Excel des données jusqu'à la fin de la période d'exécution du marché ; si le fournisseur est titulaire de plusieurs lots, les statistiques seront présentées par lot.

7.2 CERTIFICATS

A compter de la date d'attribution du marché, le titulaire est tenu de transmettre et d'actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

7.3 SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est contractuellement tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	10 / 17

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information,
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché,
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché,
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité,
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire,

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	11 / 17

- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'AP-HP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

7.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATIONS

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

7.5 GREVES

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables aux travaux en accord avec la personne publique.

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	12 / 17

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures qui seront prises dans ce cas seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

7.6 FERMETURES POUR CONGES

En cas de fermeture pour congés annuels, le titulaire devra informer le SCB deux mois minimum avant la date prévue de fermeture.

7.7 DIFFUSION DES IMAGES

A demander après validation de la Direction du Service Central des Blanchisseries.

7.8 VENTE A DES TIERS

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo AP-HP, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'AP-HP se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 8 FACTURATION – PAIEMENT

8.1 FACTURATION

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Dans le cas contraire, celles-ci seraient réputées nulles et non avenues.

Conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, le titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	13 / 17

- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées TTC ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

8.2 PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.3 AVANCES

Aucune avance du crédit preneur, ne pourra être exigée par le crédit bailleur.

ARTICLE 9 ASSURANCES

Comme précisé à l'article 9 du CCAG « fournitures courantes et de services », le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	14 / 17

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L. 2191-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 11 RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L. 2191-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 12 PENALITES – RESILIATION

12.1 PENALITES

12.1.1 Pénalités pour retard

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas effectué sa livraison dans les délais et pour les quantités fixées au bon de commande, ou ne l'aurait pas faite en qualité recevable, il serait passible envers l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suivra l'expiration des délais, d'une pénalité portant sur la portion de livraison restant à fournir et calculée selon la formule :

$$P = V \times R / 1\,000$$

Pour laquelle :

P : montant de la pénalité

V : valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R : nombre de jours de retard

(Article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales)

Cette pénalité sera imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison suivante.

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	15 / 17

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur.

12.1.2 Pénalités pour perte de production due à un retard de mise en service

En addition des pénalités de retard ci-dessus, des pénalités de pertes de production seront appliquées lorsque les performances du matériel ne sont pas atteintes à la fin de la période de mise au point prévue au planning contractuel, tant au niveau des cadences que des rejets.

Le titulaire du marché et le Directeur du Service Central des Blanchisseries de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, établiront de manière contradictoire le nombre de pièces (N) non produites dues au manque de performance du matériel.

La pénalité de perte de production est calculée selon la formule suivante :

$$PP = N \times 1 \text{ € Hors Taxes}$$

Pour laquelle :

PP = montant de la pénalité

N = nombre de pièces non produites

Cette pénalité jouera le cas échéant en sus de la première pénalité identifiée au paragraphe 11.1.1

Les dispositions du présent paragraphe s'entendent sous réserve des précisions suivantes :

- En cas de perte de production due au manque de performance du matériel, le titulaire aura la possibilité, avant toute mise en jeu des pénalités, de démontrer avec son propre personnel que le matériel installé permet d'assurer la production demandée. Si cette démonstration est positive, aucune pénalité ne sera appliquée.
- Aucune pénalité ne sera appliquée si l'insuffisance de production provient d'un entretien insuffisant, d'une erreur dans les opérations de maintenance ou d'une mauvaise utilisation du matériel.
- L'application des pénalités sera appliquée en tout état de cause limitée à la période comprise entre la fin de l'installation et la réception définitive.

12.2 REPORT DU DELAI

Il est précisé que, si le retard dans la livraison et / ou l'installation et / ou la mise en service était imputable à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, le délai global d'exécution défini dans le dossier technique remis par le titulaire en même temps que son offre serait prolongé d'une durée égale à ce retard.

12.3 RESILIATION

L'AP-HP peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (particulièrement les articles 5 et 6) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	16 / 17

deux mises en demeure (articles 5 et 6 du CCAP) ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG « FCS » (Chapitre VII).

Le PIC SCA - SCB - SMS se réserve le droit d'appliquer ces dernières nonobstant celles prévues aux articles 5 et 6 du CCAP. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur défaillant, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales « FCS » en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-5 à R. 243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 DEROGATIONS

L'article 11.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

Les articles 5 et 11 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41.1 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

Le titulaire ¹

¹ Indiquer le nom et la qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial après avoir paraphé toutes les pages du présent document

APHP	Consultation PIC 24 048 du 19/12/2024	PIC SCA SCB SMS
AOO	Cahier des Clauses Administratives Particulières	17 / 17